

Pauvreté des ménages et phénomène du travail des enfants en Côte d'Ivoire

Par

Yacouba Diallo et Koko Siaka Koné

Centre d'économie du développement
Université Montesquieu-Bordeaux IV

1. Introduction

L'emploi précoce des enfants constitue l'un des problèmes les plus importants des pays en développement en raison de son ampleur, de ses caractéristiques et de ses conséquences. En fait, s'il se justifie dans une certaine mesure, il est à signaler qu'il pourrait compromettre le développement physique et mental des enfants, et, au plan national, réduire les capacités d'accumulation du capital humain. Ce qui est susceptible d'inhiber le potentiel de croissance voire de développement durable (Anker, 2000 ; Diallo, 2001). La lutte contre ce phénomène est ainsi une préoccupation de certains organismes internationaux, en l'occurrence l'Organisation internationale du travail (OIT), et des organisations non gouvernementales (ONG), des pouvoirs publics nationaux et des partenaires sociaux.

Bien que la plupart des auteurs s'accordent sur les conséquences du travail des enfants, de plus en plus, il y a moins d'unanimité sur les déterminants du phénomène (Bhalotra, 2000). A ce propos, un certain nombre d'études en sciences sociales ont mis en relief l'existence d'une relation étroite entre la pauvreté des ménages et la mise au travail des enfants (Blunch et Verner, 2000). S'inspirant de ces travaux, Basu et Van (1998) ont construit un modèle de l'économie des ménages qui tient expressément compte de l'importance du niveau de vie des ménages sur l'insertion des enfants dans les activités socioéconomiques. Ce modèle est basé sur deux hypothèses essentielles, appelées axiomes. Premièrement, l'axiome de luxe qui soutient qu'une famille fera travailler les enfants sur le marché du travail si, et seulement, si son revenu sans celui des enfants est relativement faible. Deuxièmement, on a l'axiome de substitution qui implique que le travail des enfants et celui des adultes sont substituables du point de vue de la firme. Toutefois, selon certaines études (Ray, 1998), l'hypothèse contestable de ce modèle est l'axiome de luxe. En d'autres termes, les niveaux de vie des

ménages joueraient-ils un rôle dans la fréquentation scolaire ou la mise au travail des enfants ?

L'objectif de cette étude est d'apporter un éclairage empirique sur les liens pouvant exister entre ces variables à partir de l'expérience ivoirienne. Alors que la majorité des travaux empiriques sur cette problématique fonde leur analyse sur le niveau de vie moyen des ménages ou les revenus de ceux-ci (Ray, 1998 ; Basu, 1999), la présente étude examine la relation entre le bien-être du ménage et les activités des enfants en considérant les échelles d'équivalence dans le calcul des seuils de pauvreté¹. En fonction des objectifs de l'étude, nous avons retenu une approche extensive de la notion de travail des enfants. De façon précise, elle recouvre à la fois les activités marchandes et non marchandes, effectuées régulièrement par une personne de moins de 18 ans à l'intérieur de la famille ou en dehors, et exercées dans le cadre formel ou informel (Diallo, 2001).

Les analyses s'appuient principalement sur les informations inhérentes à l'enquête auprès des ménages, réalisée en 1995 par l'Institut national de la statistique (INS) en collaboration avec la Banque mondiale. Après avoir présenté le cadre d'analyse théorique -le modèle de Basu et Van, 1998-, nous procéderons à l'estimation d'un modèle économétrique (logit multinomial) afin d'examiner si la pauvreté monétaire des ménages est la composante la plus importante des différentes dimensions de la participation des enfants à la main-d'œuvre en Côte d'Ivoire.

2. Cadre théorique

1. Le modèle

L'analyse économique du travail des enfants selon Basu et Van est fondée sur le modèle traditionnel du ménage où les parents prennent en compte volontairement les préférences des enfants dans la fonction d'utilité. Ils expliquent le choix d'un modèle unitaire par le fait que la prise de décision de l'offre de travail d'un enfant appartient aux parents. Pour eux, le travail des enfants n'est pas le reflet d'une différence d'attitude des parents mais un

¹ L'utilisation des échelles d'équivalence permet de capter à la fois les différences de niveau de consommation selon l'âge ou le sexe et des phénomènes d'économie d'échelle, le bien-être étant mesuré ici par les dépenses réelles de consommation des ménages.

problème de pauvreté qui pousse ceux-ci à faire travailler leurs enfants pour des raisons de survie. Ainsi, les parents retireraient leurs enfants du marché du travail lorsque leurs niveaux de salaires le permettraient. En d'autres termes, le loisir des enfants ou, plus précisément, leur non-travail² est un bien de luxe dans la consommation du ménage en ce sens qu'un ménage pauvre ne pourrait se permettre de consommer un tel bien. Cette idée est prise en compte dans un modèle qui utilise la fonction d'utilité de Stone-Geary (Basu et Van, 1998).

Le modèle est basé sur deux hypothèses essentielles, appelées axiomes. Premièrement, l'axiome de luxe qui sous-tend qu'une famille fera travailler les enfants sur le marché du travail si, et seulement, si son revenu sans celui des enfants est relativement faible. Dans le contexte de paupérisation des ménages en Côte d'Ivoire, un enfant ne pourra être libéré de certains travaux pour fréquenter l'école que dans la mesure où le ménage auquel il appartient est à même d'assurer sa subsistance sans l'apport de cet enfant. Deuxièmement, on a l'axiome de substitution qui implique que le travail des enfants et celui des adultes sont substituables du point de vue de la firme. De façon plus spécifique, les enfants peuvent remplacer les adultes sur le marché du travail. Pour donner une représentation simpliste de ce modèle, nous allons nous appuyer sur ces deux hypothèses pour affirmer que : (i) pour tout ménage i , il existe un salaire critique, W_i ; et (ii) le travail des adultes et celui des enfants sont des substituts parfaits sur la base d'un coefficient de correction de l'équivalent adulte³. Soient $\bar{W} \equiv \text{Max } W_i$ et $\underline{W} \equiv \text{Min } W_i$ pour tout i .

On suppose que le travail d'un enfant est l'équivalent de γ unités du travail d'un adulte, où $0 < \gamma < 1$. En d'autres termes, le travail des adultes et celui des enfants sont des substituts parfaits sujets à une échelle de correction γ d'équivalent adulte. La production dépend de la quantité totale du travail utilisé ; et chaque adulte, travaillant tous les jours, produit une unité de travail, alors que chaque enfant fournit α unités de travail pendant la même période. Les principaux résultats du modèle sont tirés des axiomes de luxe et de substitution qui ne sont pas en eux-mêmes suffisants pour générer de multiples équilibres. La

² L'alternative au travail n'est pas nécessairement le loisir.

³ Ces deux hypothèses peuvent être largement relâchées sans heurter les conclusions du modèle. Voir Basu(1999). A propos de l'axiome de substitution, Marx soulignait au XIX^e siècle que « l'accroissement numérique des travailleurs a été considérable par suite de la substitution croissante des femmes aux hommes et surtout des enfants aux adultes » (Marx, 1960 : p. 79).

prise en compte des relations de préférence et des fonctions de production devient alors nécessaire.

Dans le modèle, on adopte l'hypothèse qu'il y a N familles (ou ménages) identiques dans l'économie et que chaque famille est composée d'un adulte et d'un enfant⁴. La préférence de la famille, notée \succ , est décrite par une relation binaire définie sur l'ensemble

$$\{(c, e) | c \geq 0, e \in \{0, 1\}\} \quad [1]$$

où c est la consommation par tête des membres du ménage et e est l'effort du travail de l'enfant. On suppose que les adultes travaillent quel que soit le salaire proposé. Et pour simplifier le modèle, les consommations d'un adulte et d'un enfant sont considérées comme étant égales. Une hypothèse supplémentaire, en accord avec l'axiome de luxe et les arguments du modèle, sera considérée. En fait, l'idée est qu'un ménage préfère envoyer l'enfant sur le marché du travail si, et seulement, si en l'absence du revenu de ce dernier la consommation par tête baisse en dessous d'un certain niveau de subsistance fixé de façon exogène, s . Plus formellement, pour tout $\delta > 0$,

$$\begin{aligned} (c, 0) &\succ (c + \delta, 1) \text{ si } c \geq s, \\ (c + \delta, 1) &\succ (c, 0) \text{ si } c < s \end{aligned} \quad [2]$$

L'objectif du ménage est de choisir c et e afin de maximiser sa préférence soumise à la contrainte budgétaire suivante :

$$2c \leq ew_c + w_A \quad [3]$$

où w_c et w_A sont respectivement les salaires de l'enfant et de l'adulte. Chaque ménage considère ces salaires comme une donnée exogène. La solution du problème de maximisation du ménage est comme suivant :

$$\begin{aligned} c(w_A) &= \frac{w_A}{2} \text{ si } w_A \geq 2s \\ c(w_A) &= \frac{w_A + w_c}{2} \text{ si } w_A < 2s \end{aligned} \quad [4]$$

⁴ Il peut bien sûr être simplement une convention par laquelle les deux parents sont appelés « un adulte » et les deux enfants « un enfant », voir Basu (1999).

$$\begin{aligned}
e(w_A) &= 0 \text{ si } w_A \geq 2s \\
e(w_A) &= 1 \text{ si } w_A < 2s
\end{aligned}
\tag{5}$$

Il s'ensuit que l'offre de travail des adultes et des enfants, indiquées respectivement par S^A et S^c , est donnée par :

$$S^A = N \tag{6}$$

$$\begin{aligned}
S^c(w_A) &= 0 \text{ si } w_A \geq 2s \\
S^c(w_A) &= N \text{ si } w_A < 2s
\end{aligned}
\tag{7}$$

L'étape suivante du modèle est la détermination de la demande du marché du travail des adultes et des enfants. Pour cela, on fait appel à l'axiome de substitution, à savoir que les adultes et les enfants sont substituables dans le processus de production avec une échelle d'équivalence γ comprise entre 0 et 1. En supposant qu'il existe n firmes identiques et que chacune produit un seul bien de consommation, la fonction de production de chaque firme i est :

$$x_i = f(A_i + \gamma C_i), \quad f' > 0, f'' < 0 \tag{8}$$

où x_i est la production de bien de consommation de la firme i , et A_i et C_i sont respectivement le nombre de travailleurs adultes et enfants employés par la firme i . Celle-ci est preneuse de salaire. De là, le problème de la firme i est comme suivant :

$$\begin{aligned}
\text{Max } & f(A_i + \gamma C_i) - A_i w_A - C_i w_c \\
& (A_i, C_i)
\end{aligned}
\tag{9}$$

La solution de cette expression [9] est simple. En effet, si $w_A < \frac{w_c}{\gamma}$, alors la firme emploiera seulement des adultes. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si $w_A > \frac{w_c}{\gamma}$, alors elle emploiera uniquement des enfants. Et si, $w_A = \frac{w_c}{\gamma}$, alors la firme sera indifférente au choix entre les

adultes et les enfants. En appelant $\frac{w_c}{\gamma}$ « le salaire effectif de l'enfant », chaque firme

$$s'assurera toujours que $f'(A_i + \gamma C_i) = \min\left\{w_A, \frac{w_c}{\gamma}\right\}$ [10]$$

La demande totale du travail des adultes et des enfants, D^A et D^c , est tirée en multipliant la demande de chaque firme par n . D'où, $D^A = D^A(w_A, w_c)$ et $D^c = D^c(w_A, w_c)$ sont données implicitement.

$$\text{Si } w_A > \frac{w_c}{\gamma}, \text{ alors } D^A = 0 \text{ et } f'\left(\frac{\gamma D^c}{n}\right) = \frac{w_c}{\gamma}$$

$$\text{Si } w_A < \frac{w_c}{\gamma}, \text{ alors } D^c = 0 \text{ et } f'\left(\frac{\gamma D^c}{n}\right) = w_A$$

$$\text{Si } w_A = \frac{w_c}{\gamma}, \text{ alors } f'\left(\frac{\gamma D^c}{n}\right) = w_A = \frac{w_c}{\gamma} \quad [11]$$

Un équilibre du marché du travail dans ce modèle simple est un couple de salaires, (w_A^*, w_c^*) , tel que :

$$\begin{aligned} D^A(w_A^*, w_c^*) &= N \\ D^c(w_A^*, w_c^*) &= S^c(w_A^*) \end{aligned} \quad [12]$$

Dans ce modèle, le travail des enfants s'explique par les montants des salaires qui eux-mêmes déterminent les niveaux de vie. Plusieurs aspects de ce modèle peuvent être généralisés pour tenir compte d'une fonction d'utilité plus réaliste et d'une famille plus grande (Basu et Van, 1998). Au lieu de poursuivre cet exercice ici, nous allons nous intéresser aux implications du modèle canonique.

2. Les implications

Dans leur modèle, Basu et Van s'accordent pour dire que les enfants sont employés à cause de la pauvreté des parents géniteurs. Ils s'appuient sur l'idée selon laquelle les enfants ne peuvent pas fréquenter les écoles lorsque les parents sont pauvres (Rodgers et Standing,

1981b ; Bonnet, 1993 ; Grootaert et Kanbur, 1995 ; Schlemmer, 1996 ; Basu et Van, 1998). De la pauvreté découle alors la difficulté pour les défavorisés à investir dans le capital humain de leurs enfants, difficulté surtout financière.

En fait, le pauvre doit faire face aux contraintes d'accès aux sources de financement de l'investissement dans le capital humain. L'éducation est coûteuse, en raison tant de ses coûts directs que des coûts d'opportunité liés au renoncement au travail des enfants. Les coûts directs comprennent les frais de scolarité, les livres, les uniformes et la distance entre le domicile et l'école. Une implication testable de la thèse de pauvreté serait de vérifier l'impact des coûts directs sur la probabilité d'aller à l'école. Les coûts indirects de l'éducation sont le renoncement au revenu de l'enfant lorsque ce dernier va à l'école. La valeur du revenu ou du travail domestique non payé, auquel il faut renoncer, explique en grande partie la faiblesse de la demande d'éducation des ménages pauvres au profit de la mise au travail des enfants. Ce phénomène est d'autant plus amplifié qu'il fait intervenir des éléments sociaux et culturels. Ainsi, dans un grand nombre de pays en développement, attend-on des enfants (en particulier les filles) une participation plus précoce à la production domestique et à la garde d'autres enfants moins âgés. C'est une des raisons de la plus faible scolarisation des enfants au profit de leur insertion aux activités socio-économiques. On entre ici dans le cercle vicieux de la pauvreté caractérisé par un sous-investissement chronique dans la formation et un accroissement de l'offre de main-d'œuvre infantine.

Le ménage pourrait aussi être obligé de retirer les enfants de l'école du fait de son revenu qui est proche du niveau de subsistance. Les maigres revenus dont il dispose servent plutôt à subvenir aux besoins quotidiens. Dans cette situation, le financement de la formation représente un coût qui est d'autant plus élevé que l'on y ajoute le risque quant à l'adéquation de cette formation aux besoins du marché du travail. Dans le cadre de cette recherche, le niveau de vie du ménage est représenté par les dépenses réelles par tête. Une corrélation entre ces dépenses et la participation de la progéniture à la force de travail soutiendrait la thèse de la pauvreté des ménages. La Côte d'Ivoire est un cas intéressant à étudier à cet égard. Après avoir connu une longue période de croissance régulière au lendemain de son accession à l'indépendance, l'économie ivoirienne a été brutalement secouée au début des années 1980 par une série de chocs extérieurs, notamment sur les marchés du cacao et du café. La situation a continué de se dégrader sous l'effet du fardeau de la dette et de la poursuite d'une rapide expansion démographique. Les ménages devenant plus pauvres à la suite d'une perte d'emploi

ou d'une mauvaise récolte ou encore d'une chute du prix des matières premières ont cherché des stratégies de survie ou de gestion de crise en faisant travailler les enfants (Banque mondiale, 1997 ; Jacoby et Skoufias, 1997 ; Grootaert, 1998 ; Jensen, 2000). Ces difficultés ont entraîné des problèmes scolaires tels que : le remplacement des cours du jour par des cours du soir (2,6% des ménages pauvres au plan national et 7,9% à Abidjan) ; le retrait de certains enfants de l'école (6,4%) ; et l'envoi d'autres à l'école du village (12,5%)⁵. La question du lien entre niveau de vie et travail des enfants se pose donc avec acuité, notamment dans les économies africaines où les enfants des générations critiques sont déscolarisés ou abandonnés à eux-mêmes⁶.

Cependant, l'analyse globale du modèle de Basu et Van suscite des questions sur l'échelle d'équivalence et la substituabilité entre les enfants et les adultes. En effet, il est difficile d'admettre que les travailleurs (enfants et adultes) sont substituables du fait des disparités dans les niveaux de qualification⁷. En outre, l'absence d'échelle d'équivalence entre les niveaux de consommations des adultes et des enfants peut générer des résultats biaisés. Par ailleurs, le modèle se limite à l'utilisation de la main-d'œuvre enfantine dans les firmes. De ce fait, son application au contexte africain ne s'avère pas facile dans la mesure où les enfants de ce continent sont généralement des aides familiaux dans les exploitations agricoles. Selon certaines études, l'hypothèse contestable de ce modèle est l'axiome de luxe. Celui-ci est fondé sur le fait que les parents sont altruistes envers leurs progénitures. Mais, au début du XIX^e siècle, quand le travail des enfants avait ses formes les plus dangereuses dans les pays industrialisés, une critique standard de l'élite britannique était que le phénomène résultait du cynisme des parents. Il y a cependant des contre-résultats empiriques relatifs à ces propos, y compris ceux qui eux-mêmes ont travaillé durant l'enfance. Les parents enverraient les enfants travailler à cause de la pauvreté aiguë. Un test empirique récent de l'axiome de luxe, par Ray (1998), suggère que les différentes conclusions sont mitigées selon les caractéristiques des pays (Basu, 1999). Toutefois, certains résultats de cette étude sont critiquables en ce sens que l'auteur identifie systématiquement les revenus (les salaires) à la ligne de pauvreté. Cette option analytique ne semble pas tester correctement l'axiome de luxe (Basu, 1999 : p. 1103). Dans le cas de la présente recherche, cette hypothèse sera vérifiée à

⁵ A partir des données de l'enquête ménage.

⁶ Les générations critiques sont celles qui présentent un excès des obligations effectives sur les droits effectifs. En fonction de leur carte des droits et obligations (*rights and obligations map*), elles correspondent à des individus qui fluctuent autour du seuil de pauvreté (Mahieu, 1997).

⁷ Par exemple, les aptitudes physiques et mentales vont influencer les rendements individuels.

partir des dépenses annuelles par tête qui semblent mieux refléter les niveaux de vie dans les pays en développement⁸.

3. Analyse empirique du lien entre dépenses des ménages et activités des enfants

1. Présentation des données et choix du modèle économétrique

Afin de mesurer l'impact des dépenses ou de la pauvreté monétaire des ménages sur les activités des enfants, la présente recherche se base sur les données de l'enquête auprès des ménages, effectuée en Côte d'Ivoire au cours de l'année 1995. Cette enquête a permis d'analyser l'évolution du niveau et des conditions de vie des ménages. Les informations socioéconomique et démographiques utilisées concernent la composition du ménage, le milieu de résidence, l'éducation, l'emploi et les dépenses. L'enquête couvre un échantillon principal de 1 000 ménages, soit 5546 individus répartis sur l'ensemble du territoire national ; on dénombre parmi ceux-ci 1 780 enfants âgés de 6 à 17 ans, dont 494, 388 et 898 qui sont respectivement travailleurs, inactifs et élèves si l'on se réfère à nos définitions⁹.

A partir des analyses descriptives, on retrouve plus du quart des enfants âgés de 6 à 17 ans qui participent à la main-d'œuvre en Côte d'Ivoire. Les enfants travailleurs sont aussi bien des membres de ménages pauvres que de ménages non pauvres. L'incidence du phénomène est plus forte en milieu rural. Elle est plus élevée parmi les filles si l'on tient compte de celles qui se consacrent à plein temps au travail ménager. La plupart des enfants sont des aides familiaux dans les exploitations agricoles. Dans ces conditions, il convient d'apprécier le poids des indicateurs du travail des enfants, notamment le rôle des dépenses ou de la pauvreté des ménages¹⁰. Autrement dit, la pauvreté des ménages, mesurée en termes de dépenses

⁸ Le fondement théorique de l'utilisation de la dépense, comme approximation du bien-être pour l'analyse de la pauvreté, est lié à deux éléments : (i) l'hypothèse de maximisation de l'utilité des individus ; (ii) les principaux éléments de la fonction de bien-être sont les biens consommés. Toutefois, il est à souligner que le niveau de vie n'est pas le seul moyen d'appréhender le bien-être.

⁹ Nous retenons ici les activités des domestiques - ménagères, aides ménagères – dans la définition du travail des enfants tout en insistant sur le critère d'occupation principale. En raison du caractère saisonnier des activités agricoles, la variable « occupation principale » permet de mieux saisir les enfants travailleurs, en particulier dans le secteur primaire qui compte le plus grand nombre de travailleurs en Côte d'Ivoire. La catégorie « inactif » concerne les enfants qui ne vont ni à l'école ni au travail, nous avons préféré ce terme à celui d'« oisif ».

¹⁰ Cet exercice a d'importantes implications en termes de lutte contre le travail des enfants en ce sens qu'il permet de mieux cibler les politiques à adopter.

réelles par tête, est-elle la principale variable discriminante dans la mise au travail des enfants ? Ceci nous amène à un raisonnement, toutes choses égales par ailleurs, qui permet non seulement d'observer l'effet simultané des différents indicateurs du travail des enfants mais aussi de hiérarchiser les effets propres de chacun d'eux.

En ce qui concerne le modèle empirique, nous utilisons un logit multinomial compte tenu principalement des données disponibles et des objectifs de l'étude. En fait, il existe plusieurs méthodes de modélisations économétriques des activités des enfants : les modèles logistiques multinomial ou séquentiel, le probit bivarié et les modèles binaires – logit ou probit univarié. Dans notre échantillon, nous avons seulement quatre enfants travailleurs qui vont à l'école. Cet effectif relativement faible limite l'utilisation d'un probit bivarié qui aurait permis de tester la probabilité pour les enfants de travailler et/ou d'aller à l'école¹¹.

On rappelle que dans le cas d'un modèle multinomial, la variable dépendante est le logarithme des chances de choix. Dans la présente recherche, les choix expriment, respectivement, les statuts de travailleurs, d'inactifs (ni travail ni école) et d'élèves, la normalisation étant effectuée par rapport à ce dernier cas. Les décisions en matières de ces différents statuts sont supposées être soumises à la même série de variables exogènes. Celles-ci sont rassemblées en quatre groupes : les caractéristiques propres aux enfants, le contexte familial des individus, les caractéristiques spécifiques au chef de ménage et le lieu de résidence. Le premier groupe concerne l'âge, l'âge au carré divisé par cent¹², le sexe, la situation de l'enfant dans le ménage (est-il l'enfant du chef de ménage ou non ?), la nationalité et le lieu de naissance. Le deuxième groupe est composé des variables décrivant le contexte familial dans lequel évolue l'enfant. Il comprend la taille du ménage mesurée au nombre de personnes vivant dans le foyer, le nombre d'enfants en bas âge dans le ménage (enfants âgés de 5 ans ou moins), le nombre d'enfants de 6 à 14 ans (enfants d'âge scolaire), le nombre d'enfants de 15 à 17 ans¹³, les personnes âgées d'au moins 55 ans et le niveau de vie du ménage (pauvre ou non pauvre)¹⁴. Étant donné l'imperfection du marché du capital et

¹¹ Voir Diallo (2001) pour plus de détails sur les avantages et les inconvénients de ces différents modèles.

¹² La prise en compte du carré de l'âge permet de considérer l'aspect quadratique de la fonction liant éventuellement l'âge à la participation à la main-d'œuvre, celle-ci n'étant pas nécessairement linéaire. La division par cent permet d'éviter certains désagréments liés aux effets d'échelle.

¹³ Les variables concernant le nombre d'enfants dans le ménage sont fondées sur les implications des modèles stratégiques qui soutiennent qu'une personne devrait avoir un comportement fortement influencé par le nombre de ses frères et sœurs ainsi que les attitudes de ces derniers. On parlera alors de l'effet d'entraînement ou du « trickle down effect ».

¹⁴ Voir les Annexes pour la détermination de la ligne de pauvreté.

les contraintes budgétaires de la famille, ce dernier aspect constitue un facteur important¹⁵. En outre, la prise en compte du statut de pauvreté du ménage permettra de tester les implications de « l'axiome de luxe » de Basu et Van : une corrélation positive entre le travail des enfants et la pauvreté et une association négative entre la fréquentation scolaire des enfants et la pauvreté. Le troisième ensemble de variables concerne les caractéristiques du chef de ménage. Il comprend le niveau d'éducation, le sexe et le statut du travail. La prise en compte du niveau d'éducation du chef de ménage est importante dans la mesure où les variables liées au capital humain ont un potentiel explicatif a priori considérable dans la mise au travail des enfants. Nous avons choisi de grouper les années du secondaire deuxième cycle et du supérieur par raison de commodité. En effet, le faible nombre des individus ayant effectué des études dans l'enseignement supérieur ne permettait pas d'offrir à ce niveau une quelconque significativité statistique. Le niveau d'éducation du chef de ménage est défini par quatre catégories : sans instruction, primaire, collège et lycée et plus. La variable concernant le statut d'emploi du chef a été également « polydichotomisée ». Nous avons retenu quatre groupes : salarié dans le secteur moderne (public ou privé), agriculteur, indépendant ou employé dans l'informel et une catégorie composée de chômeurs et d'inactifs. Enfin, le quatrième groupe de variables porte sur le lieu de résidence, à savoir les zones urbaines (Abidjan et autres villes) et rurales (forêt rurale Est, forêt rurale Ouest et savane rurale). Le lieu de résidence peut influencer l'emploi précoce de la progéniture compte tenu des disparités qui existent entre les villes et les campagnes. Nos estimations et leurs commentaires font l'objet de la sous-section suivante.

2. Résultats et discussions¹⁶

Les résultats obtenus des estimations économétriques à partir de l'ensemble de la Côte d'Ivoire sont récapitulés dans le tableau 1 ci-dessous. La première partie de ce tableau donne les estimations des paramètres qui influencent l'inactivité (ni aller à l'école, ni travailler), alors que la dernière partie affiche les estimations des paramètres qui affectent la décision de

¹⁵ Le pouvoir explicatif de cette variable peut être limité dans une certaine mesure. En effet, les données utilisées se réfèrent à la période de l'enquête et non à celle où le choix des individus en matière de travail et/ou d'éducation a été fait. Cela implique que les valeurs courantes des variables explicatives sont une approximation de leurs vraies valeurs, puisque ces dernières ont été à l'origine des choix antérieurs en ce qui concerne la mise au travail et la scolarisation.

¹⁶ En ce qui concerne les commentaires, cette partie fait de larges emprunts à Diallo (2001) compte tenu des résultats obtenus. Ceci nous amène à soutenir que l'utilisation d'un probit bivarié ou d'un logit multinomial aboutit sensiblement aux mêmes résultats dans l'étude des facteurs explicatifs du travail des enfants en Côte d'Ivoire.

travailler des enfants. On note que le modèle ne rejette pas l'hypothèse d'indépendance des alternatives non pertinentes – test de spécification d'Hausman-McFadden.

Tableau 1 : Coefficients de régression des estimations logistiques multinomiales des activités des enfants : deux secteurs – 6-17 ans – CÔTE D'IVOIRE 1995

Variables	Inactifs			Travailleurs		
	β	t ¹	Effet marginal	β	t ¹	Effet marginal
Constante	9,0447	9,458*	1,4011*	-1,5343	-1,412	-0,6244*
Caractéristiques de l'enfant						
Age	-1,5684	-9,280*	-0,2418*	0,2366	1,341	0,1032*
(Age ²)/100	6,0705	7,781*	0,8875*	0,2960	0,385	-0,1912
Sexe – Garçon ²	-0,4828	-3,362*	-0,0294	-1,0552	-7,549*	-0,1621*
Parenté – enfant ³	-0,6771	-3,797*	-0,0553*	-1,1275	-7,385*	-0,1668*
Nationalité - Ivoirien ⁴	-0,8126	-3,949*	-0,0862*	-0,8580	-4,264*	-0,1151*
Lieu de naissance ⁵	0,1860	0,976	0,0488**	-0,5324	-3,199*	-0,0989*
Environnement familial						
Taille du ménage	0,0729	1,842**	0,0119*	-0,0275	-0,730	-0,0076
Nombre 0-5 ans	-0,0140	-0,192	-0,0042	0,0535	0,755	0,0098
Nombre 6-14ans	-0,0532	-0,834	-0,0093	0,0348	0,601	0,0081
Nombre 15-17 ans	-0,1498	-1,269	-0,0150	-0,1794	-1,613	-0,0248
Nombre de 55 ans et plus	-0,3244	-2,390*	-0,0459*	-0,0529	-0,465	0,0038
Pauvre ⁶	0,4337	2,506*	0,0442**	0,5037	3,021*	0,0693*
Caractéristiques du chef de ménage						
Sexe – Homme ⁷	0,3603	1,453	0,0385	0,3729	1,786**	0,0497
-Education⁸						
Primaire	-0,6999	-3,654*	-0,0663*	-0,9366	-4,900*	-0,1331*
Collège	-0,5898	-2,292*	-0,0535	-0,8496	-3,450*	-0,1225*
Lycée et plus	-0,8758	-2,683*	-0,1009*	-0,7241	-2,401*	-0,0895**
- Statut sur le marché du travail⁹						
Agriculture	0,3004	1,148	0,0262	0,4599	1,935**	0,0671**
Informel	0,2340	1,011	-0,0025	0,9320	4,204*	0,1509*
Chômeur/Inactif	0,6325	2,126*	0,0604	0,8357	2,755*	0,1184*
Localisation géographique¹⁰						
Urbain	-0,6968	-2,850*	-0,0648**	-0,9645	-4,286*	-0,1380*
Log de vraisemblance						-1368,123
Chi ² / Sign						931,8248 (0,0000)
Pseudo-R ² ¹¹						0,254
% de cas bien classés						64,7
N pondéré						1780

(1) Probabilité 'two-tailed' que le coefficient soit égal à zéro ; le t est le rapport entre β et l'erreur-type ; (2) Base= Fille; (3) Base = Enfants non biologiques du chef; (4) Base = Non ivoiriens; (5) Base = Rural; (6) Base = Non pauvre ; (7) Base = Femme ; (8) Base = Sans instruction ; (9) Base = Chef de ménage salarié dans le secteur moderne ; (10) Base = Rural ; (11) Il s'agit d'un pseudo-R² égal à : $1 - (L_1 / L_0)$ où L_1 est le log de vraisemblance du modèle et, L_0 le log de vraisemblance du modèle contraint, c'est à dire que tous les coefficients sont égaux à 0 sauf la constante.

Note : * = significatif à 5 pour cent ; ** = significatif entre 5 et 10 pour cent.

Source : A partir des données de l'enquête ménage 1995 – Pondération normalisée

Toutes choses égales par ailleurs, la propension des enfants à faire partie de la main-d'œuvre croît avec l'âge. Comme nous l'avons constaté dans la plupart des études sur le phénomène (Andvig, 1998), les travaux qu'exécutent les enfants sont généralement des tâches manuelles et physiques, ce qui explique en partie que plus l'enfant prend de l'âge, plus il est

apte à travailler davantage. La valeur négative du coefficient lié à la variable âge au carré divisé par cent indique que la probabilité de participer au marché du travail augmente fortement avec l'âge dans les premières années, puis croît de moins en moins au fur et à mesure du temps, pour ensuite s'estomper. Cette valeur n'est toutefois pas statistiquement significative. La participation des filles à la force de travail est significativement plus importante que celle des garçons, ceux-ci étant de préférence scolarisés. Les filles se retrouvent massivement dans les services domestiques en raison des normes culturelles. Conformément aux résultats d'autres études (Grootaert, 1998), la position de l'enfant dans le ménage a aussi une influence sur sa mise au travail. La propension à exercer un emploi est significativement plus faible lorsqu'il s'agit des fils ou filles du chef de ménage. L'absence d'une relation biologique avec celui-ci diminue alors fortement la probabilité de fréquentation scolaire des enfants. Elle confirme bien l'hypothèse selon laquelle la participation aux activités socioéconomiques des ménages constituent l'une des causes principales de la mobilité des enfants : le travail des « enfants confiés » permet la scolarisation des enfants du chef de ménage.

L'origine territoriale semble également constituer un élément distinctif des enfants travailleurs. En fait, les individus âgés de 6 à 17 ans risquent moins de travailler lorsqu'ils sont ivoiriens par rapport aux étrangers. La faible propension des enfants ivoiriens à travailler s'expliquerait par le fait que nombre d'entre eux ne se sentent pas obligés de travailler puisqu'ils peuvent bénéficier de prise en charge des parents proches ou de l'Etat. Cela n'est pas toujours le cas des enfants étrangers dont les parents semblent privilégier la participation à la main-d'œuvre au détriment de la scolarisation (l'accumulation du capital humain). De plus, les parents migrants sont relativement beaucoup plus représentés au niveau des travailleurs indépendants du secteur informel dont la viabilité économique repose sur les aides familiaux. Pour de nombreux ménages étrangers, la décision de migrer peut être analysée comme le résultat d'un calcul coût-avantage. Les migrations résultent aussi de décisions collectives prises dans des situations d'incertitudes et d'imperfection des marchés. Dans ces conditions, les préoccupations d'assurance contre l'incertitude deviennent déterminantes et justifient l'insertion précoce de la progéniture dans les activités socioéconomiques. De façon générale, les étrangers sont plus vulnérables au chômage et à la pauvreté. Tous ces facteurs concourent à la mise au travail de leurs enfants en tant qu'aides familiaux. De même, la probabilité de travailler est plus élevée pour les enfants nés dans le milieu rural par opposition à ceux nés dans les agglomérations urbaines en raison des caractéristiques de ces différentes zones.

A niveau de vie et à catégories socioéconomiques donnés, la localisation géographique influence l'activité de la progéniture. Ainsi, un enfant du milieu rural aura une probabilité plus grande de travailler que celui habitant dans un centre urbain, toutes choses égales par ailleurs. Le niveau d'éducation du chef de ménage est un principal facteur de la participation des enfants à la force de travail : plus il est élevé, plus les enfants sont épargnés du travail. Des parents bien éduqués n'ont pas seulement la possibilité d'offrir un environnement favorable à l'investissement dans le capital humain de la progéniture. Un meilleur niveau d'éducation est généralement associé à un meilleur accès aux marchés des capitaux. Plus l'éducation des parents est élevée, et plus l'environnement familial est favorable à l'accumulation du capital humain. L'instruction des chefs de ménages conduit à une réorientation des activités vers des secteurs qui emploient moins les enfants. Ainsi, le mode d'organisation de l'économie familiale est plus susceptible de mobiliser les enfants lorsque le chef de ménage est sans emploi (chômeur ou inactif) ou se trouve à la tête d'une exploitation agricole ou encore d'une unité de production informelle.

Comme indiqué dans le modèle de Basu et Van précédemment décrit, nous constatons que le travail des enfants augmente à mesure que le niveau de vie du ménage baisse. Ce qui semble confirmer l'hypothèse traditionnelle selon laquelle la pauvreté des ménages est la cause principale du travail des enfants. L'impact négatif de la pauvreté sur l'offre du travail des enfants est confirmé dans de nombreuses études dans les pays en développement (Blunch et Verner, 2000). Ce lien est le même dans les pays industrialisés où vivent des millions de pauvres¹⁷. Par exemple, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, la plupart des enfants actifs appartiennent à des familles pauvres (Manier, 1999 : p. 33).

Une prédiction des modèles classiques d'investissement en capital humain est que dans un monde où les ménages auraient accès à un marché du crédit efficace, le niveau de vie ne devrait pas directement influencer sur la scolarisation des enfants. Mais, le contexte socioéconomique de la Côte d'Ivoire fait que les parents ne peuvent pas emprunter facilement pour financer les investissements requis pour l'éducation de leurs enfants. Ces contraintes budgétaires impliquent que les dépenses éducatives par famille sont généralement fonction du

¹⁷ Voir Dorman (2001) pour plus d'informations sur le travail des enfants dans les pays développés.

niveau de pauvreté. Elles suggèrent qu'une amélioration des conditions du marché du crédit pourrait favoriser l'accroissement des investissements consacrés aux ressources humaines.

Dans un tel contexte, si l'on connaît le seuil de pauvreté et le nombre de pauvres, on peut calculer le niveau de l'effort financier à consentir pour éradiquer cette pauvreté. Encore faut-il que ce relâchement de la contrainte budgétaire permette à l'enfant de dégager suffisamment de temps pour profiter de son passage sur les bancs de l'école. Au-delà de cette situation, en Côte d'Ivoire, le degré de pauvreté est plus marqué, et cela pose parfois moins la question du nombre de pauvres que celle des inégalités. D'ailleurs, l'observation des effets marginaux des indicateurs du travail des enfants montre bien que tout n'est pas question d'argent. En d'autres termes, la pauvreté des ménages ne constitue pas la principale variable discriminante.

Dans cette perspective, on peut relever l'importance de l'interaction entre les différents capitaux pour les populations pauvres en ce sens que les bénéficiaires d'une forme de capital dépendent de l'accès aux autres actifs. En Côte d'Ivoire, les populations les plus pauvres se rencontrent généralement dans le milieu rural et elles travaillent très souvent dans l'agriculture vivrière. La terre, qui est leur principal moyen d'existence, n'est pas leur propriété (Koulibaly, 2001). Une telle situation qui ne stabilise pas l'état contractuel de l'exploitant agricole est source de risques d'aléas supplémentaires. Par exemple, il est difficile d'hypothéquer leur terre comme un capital auprès d'un système bancaire en vue d'acquérir les moyens nécessaires aux financements de la scolarisation de leur progéniture. Dans ce contexte d'incertitude sur l'avenir, ils insèrent précocement les enfants dans les activités socioéconomiques.

Ainsi, l'interdépendance des différents capitaux souligne l'inconsistance d'une politique de développement qui concentrerait ces efforts envers la population pauvre dans une seule direction, la pauvreté monétaire par exemple. Pour ces populations, il faut enrichir l'approche du travail des enfants en termes de dépenses ou pauvreté des ménages, trop restrictive, par une vision en termes de capital social, droits de propriété et capacités. Dans ce sens, nos résultats deviennent particulièrement intéressants lorsque l'analyse tient compte du

caractère genre de ce phénomène¹⁸. Le tableau 2 ci-dessous représente les estimations obtenues à partir des sous-échantillons des filles et garçons.

Tableau 2 : Coefficients de régression des estimations logistiques multinomiales des activités des enfants selon le sexe : deux secteurs – 6-17 ans – CÔTE D'IVOIRE 1995

Variables	GARÇONS						FILLES					
	Inactifs			Travailleurs			Inactives			Travailleuses		
	β	t ¹	Effet marginal	β	t ¹	Effet marginal	β	t ¹	Effet marginal	β	t ¹	Effet marginal
Constante	9,6178	7,113*	1,4285*	-4,3430	-2,563*	-0,7522*	8,3422	5,978*	1,3429*	-0,2586	-0,169	-0,5398**
Caractéristiques de l'enfant												
Age	-1,6687	-6,940*	-0,2411*	0,4670	1,693**	0,0957*	-1,5524	-6,281*	-0,2457*	-0,0247	-0,098	0,8535**
(Age ²)/100	6,3047	5,706*	0,8921*	-0,9509	-0,811	-0,2628**	6,2660	5,462*	0,8982*	1,7019	1,570	-0,0123
Parenté – enfant ²	-0,6466	-2,542*	-0,0772*	-0,5130	-2,175*	-0,0472**	-0,1145	-0,6838*	-0,0204	-1,5172	-6,733*	-0,2747*
Nationalité ³	-0,8895	-3,144*	-0,1087*	-0,5995	-2,030*	-0,0520	-0,8209	-2,619*	-0,0565	-1,2726	-4,155*	-0,2160*
Lieu de naissance ⁴	0,2926	1,024	0,0296	0,4610	1,672**	0,0491	0,1337	0,494	0,0787**	-0,9857	-4,138*	-0,2121*
Environnement familial												
Taille du ménage	0,0436	0,779	0,0056	0,0184	0,316	0,0012	0,1041	1,730**	0,0189*	-0,0413	-0,742	-0,0146
Nombre 0-5 ans	0,0919	0,904	0,0142	-0,0668	-0,636	-0,0103	-0,1225	-1,098	-0,0291**	0,1640	1,540	0,0411**
Nombre 6-14ans	-0,0365	-0,040	-0,0001	-0,0156	-0,175	-0,0018	-0,1080	-1,152	-0,0209	0,0632	0,737	0,0194
Nombre 15-17 ans	-0,0128	-0,079	0,0031	-0,2105	-1,156	-0,0253	-0,3110	-1,727**	-0,0401	-0,1611	-1,006	-0,0153
Nbre de 55 ans et +	-0,2540	-1,314	-0,0221	-0,5522	-3,138*	-0,0611*	-0,3295	-1,665**	-0,0733*	0,3582	2,151*	0,0934*
Pauvre ⁵	0,3488	1,447	0,0345	0,5816	2,610*	0,0625*	0,5971	2,295*	-0,0722**	0,3915	1,450	0,0464
Caractéristiques du chef de ménage												
Sexe – Homme ⁶	0,0810	0,226	-0,0011	0,5275	1,483	0,0622	0,6583	1,848**	0,0901**	0,2515	0,869	0,0138
- Education⁷												
Primaire	-0,5342	-2,014*	-0,0410	-1,3973	-4,399*	-0,1572*	-0,8914	-3,133*	-0,0922*	-0,8520	-3,130*	-0,1247*
Collège	-0,4356	-1,149	-0,0396	-0,8774	-2,078*	-0,0964**	-0,6902	-1,930**	-0,0573	-0,9023	-2,727*	-0,1468*
Lycée et plus	-1,0588	-2,183*	-0,1218	-1,0365	-1,768**	-0,1011	-0,7641	-1,681**	-0,0800	-0,7134	-1,741**	-0,1034
- Statut sur le marché du travail⁸												
Agriculture	0,1182	0,334	-0,0056	0,9354	2,276*	0,1108*	0,4466	1,143	0,0527	0,3153	0,920	0,0393
Informel	-0,0818	-0,249	-0,0322	0,8943	2,043*	0,1105*	0,5448	1,637	0,0221	1,1079	3,686*	0,1979*
Chômeur/Inactif	0,5573	1,279	0,0535	0,9998	1,778**	0,1084**	0,7985	1,916**	0,0720	0,9462	2,336*	0,1496**
Localisation géographique⁹												
Urbain	-0,9665	-2,784*	-0,0780**	-2,3686	-6,450*	-0,2650*	-0,4472	-1,242*	-0,0579	-0,2269	-0,694	-0,0210
Log de vraisemblance							-664,4294					
Chi ² / Sign							492,0267 (0,0000)					
Pseudo R ² ¹⁰							0,270					
% cas bien classés							65,4					
N pondéré							929					

(1) Probabilité 'two-tailed' que le coefficient soit égal à zéro ; le t est le rapport entre β et l'erreur-type ; (2) Base = Enfants non biologiques du chef ; (3) Base = Non ivoiriens ; (4) Base = Rural ; (5) Base = Non pauvre ; (6) Base = Femme ; (7) Base = Sans instruction ; (8) Base = Chef de ménage salarié dans le secteur moderne ; (9) Base = Rural ; (10) Il s'agit d'un pseudo-R² égal à : $1 - (L_1 / L_0)$ où L_1 est le log de vraisemblance du modèle et, L_0 le log de vraisemblance du modèle contraint, c'est à dire que tous les coefficients sont égaux à 0 sauf la constante.

Note : * = significatif à 5 pour cent ; ** = significatif entre 5 et 10 pour cent.

Source : A partir des données de l'enquête ménage 1995 – Pondération normalisée

Deux principaux enseignements se dégagent de l'analyse en termes de genre. Premièrement, contrairement aux garçons, la présence des personnes de plus de 55 ans et de celle de moins de 6 ans influe positivement sur la mise au travail des filles. Cette corrélation implique que celles-ci constituent la relève ou le soutien des personnes âgées dans les activités socioéconomiques. En outre, elle sous-entend que les filles semblent s'occuper de la garde de leurs cadets. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que la présence d'enfants de moins de 6 ans force indirectement les mères à transférer une part des travaux domestiques dont les

¹⁸ A cet effet, nous avons effectué un test de rapport de vraisemblance. Ce test suggère que l'échantillon pourrait être analysé selon le sexe des individus.

soins apportés aux plus petits jeunes aux filles. Deuxièmement, par opposition aux garçons, la pauvreté ne semble pas expliquer l'insertion des filles dans les activités socioéconomiques. Cette évidence empirique nuance fortement les conclusions du modèle de Basu et Van. A ce niveau, soulignons que, dans la société traditionnelle, le travail de la fille la prépare au futur rôle d'épouse et de mère. Pour cela, il est généralement orienté vers un but matrimonial. Ainsi, la plupart des filles sont employées dans les activités domestiques dont on sait qu'elles se sont considérablement développées depuis le milieu des années 1980, sans qu'elles ne contribuent à une accumulation de compétences techniques garantes d'un avenir professionnel¹⁹. L'ensemble de nos conclusions pourrait être approfondi en tenant compte du milieu de résidence, à savoir une analyse en termes de zones rurale et urbaine²⁰.

4. Conclusion

L'une des causes les plus souvent évoquées pour expliquer le travail des enfants est sûrement l'état de pauvreté dans lequel se retrouvent certains ménages. Au moment où la Côte d'Ivoire réfléchit sur la mise en place des politiques de lutte contre ce phénomène, la connaissance du lien entre celui-ci et la pauvreté des ménages est particulièrement importante. Le modèle de Basu et Van permet une telle analyse en ce sens qu'il établit une corrélation positive entre ces deux variables.

Dans le contexte ivoirien, deux principaux enseignements sont à retenir des tests économétriques de ce modèle. Pour l'ensemble du pays, les conclusions des estimations économétriques concordent avec celles du modèle théorique. Toutefois, lorsque l'on considère le caractère genre du travail des enfants, elles mettent à rude épreuve cette théorie puisqu'elles indiquent que les dépenses ou la pauvreté des ménages ne constituent pas une variable discriminante de l'insertion des filles dans les activités socioéconomiques.

Ces évidences empiriques nuancent alors fortement les conclusions du modèle de Basu et Van. Elles suggèrent que les politiques de lutte contre le travail des enfants accordent plus d'attention au capital social, aux droits de propriétés et aux capacités des individus. En

¹⁹ D'un point de vue strictement économique, le recours au travail domestique participe du système de production en ce sens qu'il libère une force de travail potentielle nécessaire à la production d'autres biens.

²⁰ Sur un plan économétrique, nous avons été confrontés aux problèmes de la non significativité de la constante. Voir les résultats de ces estimations en Annexes.

définitive, l'emploi précoce de la progéniture est un phénomène complexe dont la dimension pauvreté des ménages n'est qu'une composante, probablement pas la plus importante.

Références bibliographiques

- Andvig, J. C. 1998. « Child labour in Sub-Saharan Africa: an exploration », *Forum for development studies*, n° 2, pp. 327-362.
- Anker, R. 2000. « L'économie du travail des enfants : un cadre d'analyse », *Revue internationale du travail*, vol. 139, n° 3, pp. 289-317.
- Appelbaum, E., Katz, E. 1991. « The demand for children in the absence of capital and risk markets: a portfolio approach », *Oxford economic papers*, 43, pp. 292-304.
- Banque mondiale 1997. *La pauvreté en Côte d'Ivoire. Cadre d'action*, Washington, Banque mondiale.
- Basu, K., Van, P., H. 1998. « The economics of child labour », *The American economic review*, 88, (3), pp. 450-477.
- Basu, K. 1999. « Child labour: cause, consequence, and cure, with remarks on international labour standards », *Journal of economic literature*, 37, September, pp. 1083-1119.
- Bhalotra S. 2000. *Is child work necessary?*, University of Cambridge, mimeo.
- Blunch, N-H., Verner, D. 2000. « Revisiting the link between poverty and child labor : the Ghanaian experience », Draft, October, World bank.
- Bommier, A. 1995. « Peut-on compter sur ses enfants pour assurer ses vieux jours ? L'exemple de la Malaisie », *Économie et Prévision*, n° 121.
- Bonnet, M. 1993. « Le travail des enfants en Afrique », *Revue internationale du travail*, vol. 132, n° 3, pp. 411-430.
- Canagarajah, S., Coulombe, H. 1997. « Child labor and schooling in Ghana », Policy research working paper n° 1844, World Bank, Washington, D. C.
- Cox, D., Stark O. 1994. « Intergenerational transfers and demonstration effect », mimeo, NIA Workshop on cross-national issues in aging, Syracuse, New York
- Diallo, Y. 2001. *Les enfants et leur participation au marché du travail en Côte d'Ivoire*, Bordeaux, Université Montesquieu-Bordeaux IV, thèse de doctorat, mai.
- Dorman, P. 2001. *Child labour in the developed economies*, Geneva, Working paper, ILO/IPEC,
- Direction de la planification et de l'évaluation statistique 1996. *Annuaire des statistiques de l'enseignement primaire. Année scolaire 1994-1995*, février 1996, DPES, Abidjan.
- Greene, W. 1997. *Econometric analysis*, 3rd ed., Prentice Hall.
- Grootaert, C., Kanbur, R. 1995. « Child labor: a review », Background paper for the 1995 world development report on labor, World bank, Washington, D. C.
- Grootaert, C. 1998. « Child labor in Côte d'Ivoire: incidence and determinants », Policy research working paper n° 1905, World Bank, Washington, D. C.

Institut national de la statistique 1996. *Profil de la pauvreté en Côte d'Ivoire 1993 et 1995*, Abidjan, Institut national de la statistique.

Jacoby, H. G., Skoufias, E. 1997. « Risk, financial markets, and human capital in a developing country », *Review of economic studies*, vol. 64, pp. 311-335.

Jenkins, S.P., Lambert, P.J., 1997. « Three 'I's of poverty curves, with an analysis of U.K poverty trends », *Oxford Economic Papers* 49, pp. 317-327.

Jensen, R. 2000. « Agricultural volatility and investments in children », *AEA papers and proceedings*, pp. 339-404.

Koné, K.S. 2001, Pauvreté, marché du travail et genre en Côte d'Ivoire, Bordeaux, Université Montesquieu-Bordeaux IV, thèse de doctorat (en préparation).

Koulibaly, M. (publié sous la direction de) 2001. *La pauvreté en Afrique de l'Ouest*, Codesria-Karthala, 153p.

Lachaud, J.-P. 1999. « Envois de fonds, inégalité et pauvreté au Burkina Faso », *Revue Tiers-Monde*, t.XL, n° 160, pp. 793-827.

Lanjouw, P., Ravallion, M., 1995. « Poverty and household size », *The Economic Journal*, vol. 105, November, pp 1415-1434.

Mahieu, F., R. 1997. « Face à la pauvreté : stratégies universelles et recompositions africaines », dans l'ouvrage publié sous la direction de Pilon, M., Locoh, T., Vignikin, E., Vimard, P. : *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques* contemporaines, Paris, Les études du CEPED, n° 15.

Manier, B. 1999. *Le travail des enfants dans le monde*, Repères, La Découverte, n° 265.

Marcoux, R. 1994. Le travail ou l'école. *L'activité des enfants et les caractéristiques des ménages en milieu urbain au Mali*, Etudes et travaux du CERPOD, n° 12, janvier.

Marx, K. 1960. *Le capital : critique de l'économie politique, le développement de la production capitaliste*, (traduction de Roy, J.), Paris, Editions sociales.

Montgomery, M., Kouamé, Oliver, R. 1995. *The tradeoff between number of children and child schooling*, Washington, LSMS n° 112, Banque mondiale.

Nielsen, H., S. 1998. « Child labor and school attendance: two joint decisions », Working paper 98-15, October, Centre for labour market and social research, Denmark.

Parsons, D., Goldin, C. 1989. « Parental altruism and self-interest: child labor among late nineteenth-century », *Economic inquiries*, pp. 637-659.

PNUD 1998. *Rapport national sur le développement humain. Côte d'Ivoire 1997*, Abidjan.

Rammohan, A. 1998. Old-age security versus current consumption: the forgotten role of child labour, Working papers in economics, n° 98-06, Centre for labour market and social research, Denmark.

Raut, L., K., Tran, L., H. 1997. « Motives for investment in human capital of children: evidence from Indonesian family life survey data », mimeo.

Ravallion, M. 1992. « Poverty comparisons. A guide to concepts and methods », *Living Standards Measurement Study*, working paper n° 88, 123 p.

Ray, R. 1998. *Analysis of child labour in Peru and Pakistan: a comparative study*, mimeographed, School of economics, University of Tasmania, august.

Rodgers, G., Standing, G. 1981a. « Les rôles économiques des enfants dans les pays à faible revenu », *Revue internationale du travail*, vol. 120, n° 1, pp. 35-54.

Rodgers, G., Standing, G. 1981b. *Child work, poverty and underdevelopment*, Ilo, Geneva.

Schlemmer, B. 1996. *L'enfant exploité : oppression, mise au travail, prolétarianisation*, Paris, Karthala, Orstom.

Annexes :

Tableau 3 : Coefficients de régression des estimations logistiques multinomiales des activités des enfants selon le milieu de résidence : deux secteurs – 6-17 ans – CÔTE D'IVOIRE 1995

Variables	URBAIN						RURAL					
	Inactifs			Travailleurs			Inactifs			Travailleurs		
	β	t ¹	Effet marginal	β	t ¹	Effet marginal	β	t ¹	Effet marginal	β	t ¹	Effet marginal
Constante	8,9041	6,345*	1,2024*	-0,1550	-0,080	-0,1605	9,4022	5,843*	1,4650*	-1,5509	-1,015	-0,8990*
Caractéristiques de l'enfant												
Age	-1,6685	-7,039*	-0,2252*	0,0242	0,079	0,0296	-1,4751	-5,155*	-0,2269*	0,1940	0,788	0,1301*
(Age ²)/100	6,7426	6,366*	0,8864*	1,3480	1,070	0,0131	5,1366	3,686*	0,7260*	0,4114	0,383	-0,2119
Sexe – Garçon ²	-0,6537	-3,071*	-0,0518*	-2,2082	-8,060*	-0,1921*	-0,3707	-1,742**	-0,0227	-0,5324	-2,804*	-0,0962*
Parenté – enfant ³	-1,1922	-4,618*	-0,1271*	-2,0449	-7,856*	-0,1682*	-0,1145	-0,430	-0,0025	-0,2413	-1,114	-0,0468
Nationalité ⁴	-0,4500	-1,585	-0,0407	-1,2145	-3,852*	-0,1042*	-1,4316	-3,667*	-0,1259*	-1,4103	-3,981*	-0,2284*
Lieu de naissance ⁵	-0,0049	-0,015	0,0146	-0,9285	-3,428*	-0,0852*	0,4171	1,519	0,0637**	-0,0467	-0,187	-0,0350
Environnement familial												
Taille du ménage	0,0461	0,964	0,0078	-0,0961	-1,726**	-0,0096**	0,0763	0,865	0,0019	0,1569	2,172*	0,0303*
Nombre 0-5 ans	0,0416	0,384	0,0019	0,2239	1,841**	0,0199**	-0,0882	-0,647	0,0029	-0,2677	-2,268*	-0,0542*
Nombre 6-14ans	-0,0240	-0,264	-0,0051	0,1153	1,222	0,0110	-0,0376	-0,309	0,0054	-0,1842	-1,872**	-0,0386**
Nombre 15-17 ans	-0,1606	-1,084	-0,0170	-0,2798	-1,730**	-0,0231	-0,2211	-0,936	-0,0051	-0,4364	-2,261*	-0,0843*
Nbre de 55 ans et +	0,3349	1,485	0,0332	0,7241	3,018*	0,0610*	-0,7793	-4,042*	-0,0884*	-0,4317	-2,909*	-0,0498
Pauvre ⁶	1,3688	4,586*	0,1773	0,4320	1,155	0,0172	-0,1790	-0,760	-0,0520	0,4386	2,119*	0,1079*
Caractéristiques du chef de ménage												
Sexe – Homme ⁷	0,0801	0,334	0,0051	0,3434	1,033	0,0302	0,8272	1,954**	0,1002**	0,3491	1,099	0,0286
- Education⁸												
Primaire	-0,4367	-1,519	-0,0488	-0,6094	-1,855**	-0,0488**	-1,1004	-3,710*	-0,0946*	-1,1216	-3,989*	-0,1839*
Collège	-0,4427	-1,372	-0,0450	-0,8926	-2,639*	-0,0747*	-0,7472	-1,586	-0,0666	-0,7203	-1,668**	-0,1157
Lycée et plus	-0,6427	-1,526	-0,0704	-0,9893	-2,308*	-0,0803*	-0,9192	-1,561	-0,1090	-0,4285	-0,771	-0,0408
- Statut sur le marché du travail⁹												
Agriculture	0,5971	1,645**	0,0736	0,4165	1,009	0,0284	0,4359	0,863	-0,0061	1,1820	2,647*	0,2365*
Informel	0,2912	1,118	0,0268	0,2912	2,639*	0,0646*	0,2796	0,441	-0,0598	1,7055	3,085*	0,3619*
Chômeur/Inactif	0,6515	1,990*	0,0719	0,9154	2,713*	0,0782*	2,3020	1,956**	0,2782*	0,9840	0,874	0,0824
Localisation géographique¹⁰												
Abidjan	-0,0927	-0,412	-0,0172	0,2853	1,125	0,0277	-	-	-	-	-	-
Forêt Est	-	-	-	-	-	-	-0,3927	-1,379	0,0227	-1,3563	-5,554*	-0,2777*
Forêt Ouest	-	-	-	-	-	-	-0,6743	-2,265*	-0,0274	-1,2039	-4,873*	-0,2273*
Log de vraisemblance							-576,5443			-164,6519		
Chi ² / Sign							521,7296 (0,0000)			540,1815 (0,0000)		
Pseudo R ² ¹¹							0,311			0,283		
% cas bien classés							72,4			61,9		
N pondéré							898			882		

(1) Probabilité 'two-tailed' que le coefficient soit égal à zéro ; le t est le rapport entre β et l'erreur-type ; (2) Base= Fille; (3) Base = Enfants non biologiques du chef; (4) Base = Non Ivoiriens; (5) Base = Rural; (6) Non pauvre ; (7) Base = Femme ; (8) Base = Sans instruction ; (9) Base = Chef de ménage salarié dans le secteur moderne ; (10) Base = Autres villes en zone urbaine, et région de Savane en milieu rural ; (11) Il s'agit d'un pseudo-R² égal à : $1 - (L_1 / L_0)$ où L_1 est le log de vraisemblance du modèle et, L_0 le log de vraisemblance du modèle contraint, c'est à dire que tous les coefficients sont égaux à 0 sauf la constante.

Note : * = significatif à 5 pour cent ; ** = significatif entre 5 et 10 pour cent.

Source : A partir des données de l'enquête ménage 1995 – Pondération normalisée

Le seuil de pauvreté

L'analyse de la pauvreté recouvre deux dimensions essentielles. D'une part, elle suggère que l'on identifie le bien-être des individus – ou des ménages - afin de déterminer qui est pauvre. D'autre part, elle se rapporte à la façon d'appréhender et d'évaluer l'importance relative de la pauvreté au sein d'une population donnée. A cet égard, dans les pays en développement, la méthode des coûts des besoins de base est généralement utilisée pour déterminer un niveau de vie de référence, appelé seuil de pauvreté²¹.

Par ailleurs, l'identification du bien-être des ménages implique que l'on ait recours à des outils d'analyse permettant d'effectuer des ajustements liés à leur taille et à leur composition. Dans cette optique, l'estimation d'une courbe d'Engel²² indique une échelle d'équivalence de n^θ , avec $\theta = 0,54$. L'adoption de ce facteur d'échelle conduit à la détermination d'un seuil de pauvreté supérieur de 347173 F.CFA par an et par tête. Un test de dominance de premier ordre a été effectué. Il montre la robustesse de cette ligne de pauvreté. En ce qui concerne les modifications de l'incidence, la profondeur et l'intensité de la pauvreté, dues à la prise en compte de l'échelle d'équivalence, nous nous sommes référés aux courbes TIP – Three « I » poverty²³. En somme, le facteur d'économie d'échelle réduit la pauvreté dans les ménages ayant une taille élevée, et l'accroît dans ceux qui comportent peu de membres.

²¹ Il existe d'autres méthodes de fixation des seuils de pauvreté, oscillant entre les critères de pauvreté relative et de pauvreté absolue. En Côte d'Ivoire, le seuil de pauvreté adopté est un seuil intermédiaire, défini en 1985 comme une proportion de la dépense moyenne, et maintenu constant en termes réels pour les années ultérieures. L'actualisation de ce seuil de 75000 F.CFA par tête et par an, en 1995, conduit à un seuil de pauvreté de 144800 F.CFA par tête et par an.

²² La méthode d'Engel est basée sur l'hypothèse d'identification suivant laquelle la part du budget destinée aux dépenses alimentaires indique correctement le bien-être relatif entre des ménages de différentes compositions démographiques. Selon cette méthode, la part du budget allouée à l'alimentation décroît quand le revenu ou les dépenses totales du ménage augmentent. Formellement, le modèle d'Engel est spécifié de la manière suivante :

$$w_i = \alpha + \beta \ln(x_i/n_i) + (1 - \theta) \beta \ln(n_i) + \sum_{j=1}^{J-1} \delta_j \eta_{ji} + \text{Autres variables}, \text{ où } w_i \text{ représente la part des dépenses}$$

alimentaires dans le budget pour le ménage i ; η_{ji} la proportion de personnes dans le ménage i appartenant à la catégorie J ; θ le facteur d'économies d'échelles ; x_i la dépense totale du ménage i ; n_i la taille du ménage i . Cette spécification permet une estimation directe de θ : $\theta = 1 - \lambda/\beta$, avec λ la valeur estimée de $(1 - \theta)\beta$.

²³ Pour plus de détails, voir Koné (2001).

Tableau 4 : Coefficients de régression de l'estimation par les moindres carrés de la courbe d'Engel des ménages au niveau national - COTE D'IVOIRE 1995

Variable dépendante : part des dépenses alimentaires dans le budget du ménage			
Variables indépendantes	β	T	Sig T
Constante	1,7664	16,278*	0,0000
Log (dépense réelle par tête)	-0,2002	-10,454*	0,0000
Ln taille des ménages	-0,0926	-9,290*	0,0000
Démographie (%)			
Enfants < 5 ans	-0,0065	-0,147	0,8835
Enfants 5-14 ans	-0,0316	-0,780	0,4357
Adultes 15-60 ans	-0,0932	-2,918*	0,0036
Statut matrimonial du chef de ménage			
Marié	0,0397	2,732*	0,0064
Sexe du chef de ménage			
Homme	-0,0130	-0,802	0,4230
Groupe ethnique			
Akan	0,0092	0,633	0,5269
Krou	-0,0215	-1,326	0,1852
Mandé du Nord	0,0329	1,903**	0,0573
Mandé du Sud	-0,0148	-0,686	0,4926
Voltaïque	0,0221	1,298	0,1946
R ² ajusté			0,1541
F (Sign)			16,1694 (0,0000)
N			1000

Note : *= significatif à 5 pour cent ; **= significatif entre 5 et 10 pour cent.

Source : Koné (2001).